

France-Maurice-Kenya/Atterrissage d'urgence d'un avion d'Air France à Mombasa

Le colis suspect était inoffensif

AFP  
Paris/France

Il s'agit de la quatrième fausse alerte sur un vol de la compagnie, alors que la France est en alerte maximale depuis les attentats de Paris (130 morts).

UN avion d'Air France, en provenance de l'île Maurice et à destination de Paris, a atterri d'urgence dans la nuit de samedi à hier à Mombasa, au Kenya, après une alerte à la bombe provoquée par un objet suspect qui s'est révéélé inoffensif. L'objet découvert en vol dans les toilettes de l'appareil était "un ensemble composé de cartons et d'une espèce de minuteur", a indiqué le PDG d'Air France lors d'une conférence de presse à Paris hier, évoquant "un acte de malveillance" ou "quelque chose qui s'apparenterait à une mauvaise plaisanterie". "Après analyse, il s'agit d'une fausse alerte", a-t-il déclaré. "Il n'y avait rien qui présentait un caractère dangereux" pour l'avion, les passagers ou l'équipage, a-t-il assuré. La France est en alerte sécurité maximale depuis les attentats de Paris qui ont

fait 130 morts le 13 novembre. Le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui a revendiqué ces attaques, a également affirmé être responsable du crash d'un avion russe en octobre en Egypte, qui a coûté la vie aux 224 personnes à bord. Air France a déjà subi 3 fausses alertes à la bombe dans ses avions "sur le territoire américain" ces deux dernières semaines en plus de celle-ci, a déploré son PDG. D'après M. Gagey, c'est un passager qui a découvert l'objet en question. Il se trouvait "dans un petit placard situé derrière un miroir" dans les toilettes de l'avion. Cet endroit ainsi que l'ensemble des placards avaient fait l'objet "d'une visite de sûreté" de la part de l'équipage avant le décollage. Rien n'y avait été découvert, selon le PDG. "Rien à ce stade ne permet de dire qu'il y a eu une faille dans le dispositif de sûreté à l'escale de l'île Maurice", a-t-il estimé. Toutefois "des mesures de sûreté complémentaires seront mises en place pour les prochains vols" partant de cet aéroport. Le vol AF 463, un Boeing 777 avec 459 personnes à bord et 14 membres



Photo : AFP

Le Boeing 777 d'Air France sur le tarmac de Mombasa, au Kenya : plus de peur que de mal.

d'équipage, avait quitté l'île Maurice à 21h00 locales (18h00 au Gabon) et devait arriver à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle de Paris à 05h50 locales (même heure au Gabon). "Il a demandé un atterrissage d'urgence, après qu'un engin suspecté d'être une bombe a été découvert dans les toilettes", avait indiqué dans la matinée Charles Owino, un porte-parole de la police kenyane. "Il a atterri sans problème" à l'aéroport international de Mombasa "et les passagers ont été évacués".

**PLUSIEURS PASSAGERS ENTENDUS PAR LA POLICE**• Un des passagers, John Stephen, a raconté que le personnel de bord d'Air France avait aidé à

l'évacuation rapide des voyageurs par les toboggans. "Nous sentions que les membres de l'équipage étaient tendus, et que quelque chose n'allait probablement pas. Quand l'avion s'est arrêté, ils nous ont dit de courir vers les toboggans et de partir loin de l'avion", a-t-il expliqué à l'AFP. Des experts en déminage sont immédiatement intervenus, mais près de 16 heures après cet atterrissage forcé, les autorités kenyanes n'avaient pas encore donné d'indication sur la composition de l'engin. Une source interne à Air France avait dans un premier temps décrit un objet composé de deux horloges

digitales transparentes avec deux horaires différents, a priori sans décompte, d'un fil noir ressemblant à une antenne de radio-réveil et de quatre cartons rectangulaires reliés par un adhésif et des pinces métalliques. Le ministre kenyane de l'Intérieur Joseph Nkaissey s'est immédiatement rendu à Mombasa. Le ministère a indiqué en fin de matinée que la police interrogeait "plusieurs passagers" du vol. Selon une source policière kenyane, une dizaine de personnes ont été entendues et cinq continuaient à l'être dans l'après-midi. "C'est une affaire internationale et nous parlons également aux autorités de l'île Maurice, pour savoir s'il y a eu une fouille des passagers avant qu'ils embarquent", a souligné M. Nkaissey, qui a ensuite rendu visite aux voyageurs, installés dans un hôtel en attendant leur départ pour Paris. Air France "va demander l'ouverture d'une enquête pour tirer les choses au clair", a annoncé son PDG. La compagnie française a affirmé tout mettre en œuvre pour assurer le réacheminement de ses clients. Leur départ était prévu en fin de journée.

Tunisie/Politique

L'ex-président Marzouki lance son parti

AFP  
Sousse/Tunisie

Alirada ("la volonté" en arabe) entend peser face à la situation "catastrophique" que connaîtrait le pays.

UN an après sa défaite électorale, l'ex-président tunisien Moncef Marzouki a lancé hier un nouveau parti politique car le gouvernement est "totalement impuissant" face à la situation "catastrophique" du pays, déplore-t-il dans un entretien à l'AFP. Chef de l'Etat de fin 2011 à 2014, M. Marzouki a annoncé lors d'une réunion publique rassemblant plusieurs centaines de ses partisans, le lancement officiel de son nouveau parti "Alirada" ("la volonté" en arabe). "Je vais le gérer pendant un ou deux ans, puis le lâcher aux jeunes le plus vite possible", a-t-il affirmé quelques heures avant, lors d'un entretien exclusif accordé à l'AFP à son domicile de Sousse (centre-est). Fondateur, du temps de la dictature, du Congrès pour la République (CPR), l'ancien neurologue âgé de 70 ans affirme que cette nou-

velle formation se donne comme objectif "de continuer le rêve tunisien". "Ce rêve, c'est que nous devenions un peuple de citoyens (...) qui ont leurs droits sociaux, économiques, politiques, culturels, et qui jouissent de ceux-ci. Ce n'est pas encore le cas", dit-il. Battu fin 2014 par Béji Caïd Essebsi, 89 ans, au terme d'un second tour tendu à l'élection présidentielle, M. Marzouki balaie toute volonté de "revanche" dans sa démarche. "Je vais beaucoup travailler sur le domaine culturel, associatif parce que c'est là ma vraie vocation, ma vraie place", argue-t-il. **"GOUVERNEMENT IMPUISSANT"**• Un an après son départ du Palais de Carthage, Moncef Marzouki jette un regard acerbe sur l'action du nouveau pouvoir, dénonçant "un gouvernement totalement impuissant" et "sans vision". "La Tunisie aujourd'hui, je ne dirais même pas qu'elle est mal gouvernée, je dirais qu'elle n'est pas gouvernée du tout", assène-t-il. Juste après sa défaite électorale, l'ancien militant des droits de l'Homme avait annoncé le lancement d'un simple mouvement citoyen, "Harak", assurant qu'il ne



Photo : AFP

Pour l'ancien président tunisien Moncef Marzouki, à la tête depuis hier d'un nouveau parti, le gouvernement "est totalement impuissant" et "sans vision".

prendrait pas la forme d'un parti politique. Mais la situation actuelle est "catastrophique. (...) J'ai vu cette catastrophe se dérouler sous mes yeux, j'ai vu l'effondrement de la politique étrangère, de l'économie", se justifie-t-il. Parmi ses principaux griefs envers le pouvoir figure la lutte contre le terrorisme, alors que la Tunisie a connu cette année trois attentats majeurs revendiqués par le groupe Etat islamique (EI). La propagation de la menace jihadiste remonte à 2011 et des dizaines de personnes, en majorité des policiers, des militaires et des touristes étrangers, ont été

tuées depuis. A ce titre, M. Marzouki et ses alliés du parti islamiste Ennahda ont été accusés de "laxisme" durant trois ans, mais l'ancien président rejette ces critiques en bloc. Si la Tunisie compte 6 000 jihadistes, ceux-ci sont "les enfants de la dictature". "Tous ces jeunes sont nés sous Ben Ali, sont allés dans les écoles de Ben Ali. (...) Ce n'est pas nous qui les avons produits", déclare-t-il. **"AUCUN AVENIR"**• Sur sa "stratégie" antiterroriste à la présidence, Moncef Marzouki dit avoir voulu prendre "en considération les aspects économiques, politiques, religieux, sécuri-

taires". Il justifie ainsi son dialogue avec le courant salafiste "non violent". Avec l'actuel gouvernement, "c'est la stratégie inverse : on met tout le monde dans le même sac, on refuse de voir que c'est un spectre", accuse-t-il. "Arrêter les gens par milliers, revenir à la torture... tout ça nourrit le terrorisme". Pour lui, "la plupart" des membres du gouvernement "sont de l'ancien régime" et en ont "la mentalité". Parmi eux, se trouvent des "corrompus notoires" qui "ruinent le moral du pays", renchérit Moncef Marzouki, dont l'unique concession est d'admettre qu'il "aurait dû faire beaucoup plus" dans la lutte anticorruption. Dans ce contexte, "la transition n'a pas été achevée, contrairement à ce qu'on croyait (...). La situation est encore volatile, fragile, et cela m'inquiète", déplore-t-il, accablant au passage Nidaa Tounes, l'ancien parti de Béji Caïd Essebsi englué dans une guerre de succession entre son fils Hafeth Caïd Essebsi et le secrétaire général Mohsen Marzouk. Bien que première force du pays, "ce parti n'a aucun avenir", lâche M. Marzouki.

L'Afrique en bref

- **Burundi/Troubles. Bujumbura contre l'envoi d'une mission de l'UA**  
Le Burundi a annoncé sans surprise hier qu'il n'autoriserait pas le déploiement sur son sol d'une mission de l'Union africaine, qui serait considérée comme "une force d'invasion et d'occupation" si l'UA passait outre le refus de Bujumbura.
- **Niger/Présidentielle. Pas d'audit du fichier électoral**  
Le gouvernement du Niger a annoncé samedi qu'il renonçait à réaliser un audit du fichier électoral en vue de la présidentielle du 21 février 2016. L'opposition, qui avait réclamé l'opération, a suspendu en début de semaine sa participation au processus pour "exiger" que l'audit soit réalisé par un "cabinet international indépendant et crédible".
- **Nigeria/Enlèvement. La sœur d'un gouverneur kidnappé**  
Des hommes armés ont kidnappé samedi la sœur de Serriake Dickson, gouverneur de l'Etat de Bayelsa, dans le sud du Nigeria. La police ignore encore s'il s'agit d'un enlèvement crapuleux ou à caractère politique.
- **Rwanda/Référendum. L'exhortation de la Maison Blanche à Kagame**  
La Maison Blanche a exhorté samedi le président rwandais Paul Kagame à respecter les limites existantes concernant le nombre des mandats présidentiels, alors que le Rwanda a accepté par référendum une modification de sa Constitution permettant à M. Kagame de se représenter en 2017 et de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034.

A travers le monde

- **Etats-Unis/Présidentielle. Trump défend Poutine sur les meurtres de journalistes**  
Le milliardaire américain Donald Trump, qualifié cette semaine de "brillant" par le président russe, Vladimir Poutine, l'a défendu hier contre ceux qui l'accusent d'avoir commandité des meurtres de journalistes.
- **Proche-Orient/Conflit. Une figure du Hezbollah tuée dans un raid attribué à Israël en Syrie**



Photo : AFP

Samir Kantar, une personnalité du Hezbollah libanais ayant été emprisonnée pendant près de 30 ans en Israël, a été tué dans un raid israélien près de Damas, a annoncé hier la formation chiite qui combat en faveur du régime de Bachar al-Assad. **• Turquie/Conflit. Plus de 100 militants kurdes tués**  
Plus de 100 militants présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués au cours des cinq derniers jours, lors d'une opération militaire d'ampleur inédite qui se poursuit dans le sud-est à dominante kurde de la Turquie.